

Pérou : s'agit-il d'une guerre civile?



Image / Reuters

Par: Roberto Morejón

Bien que Pedro Castillo ait demandé la médiation de l'OEA discréditée, la droite fanatique qui contrôle le corps législatif péruvien poursuit ses attaques contre le président de la nation et avance actuellement la troisième demande de destitution.

Le 7 décembre, le Congrès péruvien a l'intention de révoquer le président, déclarant le poste vacant à cause de ce qu'il qualifie d'« incapacité morale permanente ».

Il ne s'agit pas d'une tentative isolée de provoquer la chute du chef de l'État, élu aux urnes, puisqu'on l'empêche déjà de gouverner.

Avec leurs tendances racistes et leur anticommunisme hystérique, les adversaires de Castillo tentent de faire croire à leur attachement à la démocratie, mais ils n'y parviennent pas.

Une opposition qui penche pour l'ancien président Alberto Fujimori à la poigne de fer et pour les aspirations présidentielles de sa fille Keiko tire les ficelles au Congrès.

Depuis les élections de 2016, où Pedro Pablo Kuczynski a été élu président de la République en battant la candidate de Fuerza Popular, Keiko Fujimori, une crise permanente a commencé.

Kuczynski a démissionné en 2018, entouré de scandales et de motions de destitution, l'arme de prédilection des opposants au Parlement.

L'homme d'État suivant, Martin Vizcarra, a subi le même sort, puisqu'il a été démis de ses fonctions par le Congrès pour « incapacité morale » en 2020.

Cinq présidents se sont succédés jusqu'aux élections remportées par Pedro Castillo, assiégé depuis son investiture par les parlementaires et les juges, qui a demandé la médiation de l'OEA.

Un groupe de l'OEA s'est rendu au Pérou et, après avoir rencontré les acteurs politiques, a recommandé une trêve et a appelé à un dialogue national.

L'OEA a mis en évidence ce que beaucoup avertissent : le niveau élevé de fragmentation politique, la mise en cause des responsables de l'exécutif et l'obstruction de l'exercice du pouvoir, entre autres actes arbitraires.

Mais la droite n'a pas renoncé à sa stratégie de déstabilisation et le Congrès a empêché Castillo de se rendre au sommet de l'Alliance du Pacifique au Mexique, où il devait assumer la présidence pro tempore.

Le pacte propose de se réunir à Lima, bien que l'atmosphère soit tendue dans le pays en raison du conflit politique et des pandémies de grippe aviaire et de Covid-19.

En attendant, les Péruviens sont stupéfaits par la confrontation entre les différents pouvoirs du gouvernement et demandent quand leurs problèmes seront traités.

L'un des acteurs politiques interrogés par l'OEA a eu raison de dire que le Pérou connaît une guerre civile entre les institutions publiques.



Radio Habana Cuba